

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 13 - 16 février 2001

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.1/2001/INF/9

23 janvier 2001

ORIGINAL: ESPAGNOL/ANGLAIS

RAPPORT SUR LA VISITE AU PÉROU ET EN BOLIVIE EFFECTUÉE PAR DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1er–12 novembre 2000

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

INTRODUCTION

1. Le programme de visites de terrain des membres du Conseil d'administration a pour objet de leur permettre d'établir des contacts directs avec les activités concrètes du PAM et des informations de première main qui leur permettent de mieux apprécier l'efficacité de l'aide alimentaire. Ces visites ont vocation de permettre aux membres du Conseil de toucher du doigt les situations dans lesquelles vivent les bénéficiaires et les défis que doivent relever ceux qui mènent les activités. Une autre des raisons d'être de ces visites est qu'elles permettent de voir comment s'appliquent les politiques et les stratégies globales du PAM. C'est pour cela que le programme de visites associe des visites dans les zones de projets et l'observation des activités menées à des rencontres avec les représentants des pouvoirs publics, des autres organismes des Nations Unies et d'autres organes de contrepartie, et avec les bénéficiaires.
2. La délégation de membres du Conseil d'administration qui s'est rendue en Amérique du Sud a séjourné au Pérou du 1er au 6 novembre, et en Bolivie du 6 au 12 novembre 2000. La mission se composait de représentants de Cuba, de l'Égypte, de l'Allemagne, de la Hongrie, du Mexique, du Pakistan, de l'Espagne et du Swaziland. Les membres ont été accompagnés par le Directeur régional du groupe sud-américain et Directeur du PAM pour le Pérou, et par la Sous-Secrétaire du Conseil d'administration. La liste des participants figure à l'annexe I.

PÉROU

3. Le PAM appuie dans ce pays le développement des ressources humaines et des projets qui visent à établir les conditions et les mécanismes permettant d'instaurer la sécurité alimentaire durable de groupes vulnérables. Ce faisant, le PAM a épaulé les mesures prises par le gouvernement pour combattre l'extrême pauvreté et pour appuyer le développement des enfants.
4. Les projets en cours au Pérou sont les suivants:
 - a) Pérou 4808.00—"Aide alimentaire aux élèves des établissements préscolaires et primaires des zones rurales";
 - b) Pérou 6240.00—"Promotion du développement dans les petits bassins versants des Andes", outre les actions complémentaires suivantes:
 - Achèvement du projet Pérou 2341.02—"Aide alimentaire aux groupements féminins en vue de la création de micro-entreprises" (renforcement des unités de production manifestant le potentiel de devenir des micro-entreprises; transfert des fonds de crédit au Programme de développement de petites et moyennes entreprises (EDPYME); report du reliquat de fonds au démarrage du projet Pérou 6240.00).
 - Elargissement du projet Pérou 4808.00 (qui inclut le projet binational d'alimentation scolaire) jusqu'à décembre 2001.
 - Projet d'aide intégrée aux filles et aux garçons âgés de moins de six ans dans des zones rurales de la Sierra.
5. La mission s'est entretenue avec le Ministre des affaires étrangères; le Premier Vice-Président du Congrès; le Ministre chargé de la promotion des femmes et du



développement humain (PROMUDEH); le Directeur exécutif du Projet national de gestion des bassins versants et de conservation des sols (PRONAMACHCS); et le Directeur du Programme national d'aide alimentaire (PRONAA). L'annexe II donne des renseignements détaillés sur les rencontres avec les personnalités. Par ailleurs, la mission a visité les sites ci-après:

- a) la boulangerie Rumayro à San Juan de Lurigancho, Lima (projet 2341.02) et un centre pour enfants d'âge préscolaire (*Wawa Wasi*) dans la même communauté;
 - b) dans la province d'Azángaro, les transformateurs de Charquí et de Chalona, Virgen de Chapi, communauté d'Ipacuni (projet 2341.02);
 - c) l'unité de production Bartolina de Olla, qui s'adonne à la broderie traditionnelle, et le port de Juli pour rencontrer les pêcheuses de la micro-entreprise de Santa Rosa (projet 2341.02);
 - d) le projet communautaire de pépinière sylvicole et de protection des routes de Suquinapi et le projet communautaire de Santa Maria—entrepôt, pépinière sylvicole et travaux de protection des routes (projet 5162.00).
6. Au cours des réunions tenues avec diverses autorités, tout comme au cours des visites sur les sites de projets, le dialogue a été direct et empreint de confiance. Les autorités ont manifesté leur vif intérêt et leur engagement profond en faveur de l'action du PAM et de celles d'autres organismes des Nations Unies à l'œuvre pour favoriser le développement et améliorer la sécurité alimentaire dans le pays.
7. Les impressions ci-après se sont dégagées à l'issue des visites de la délégation aux différentes activités:

Points forts

- Le personnel du bureau de pays manifeste un degré élevé de préparation (organisation et présentation).
- La majeure partie des informations contenues dans le rapport d'évaluation pour le Pérou, récemment examiné par le Conseil d'administration, ont été confirmées.
- Le fort engagement des autorités gouvernementales et des communautés est essentiel pour la durabilité du projet à moyen et à long terme, et pourrait servir d'exemple pour d'autres pays.
- Les femmes jouent un rôle essentiel et prioritaire dans les activités du PAM au Pérou, ainsi qu'au sein des communautés et des ménages; cela influence directement leur développement et leur sécurité alimentaire.
- La formation des femmes manifeste dans tous les cas l'avantage permanent évident que représente l'aide alimentaire pour le développement du capital humain, sans compter qu'elle est expressément prévue dans la politique visant à favoriser le développement.
- L'approche participative et la volonté d'appropriation du projet de la part des communautés bénéficiaires sont des éléments positifs pour la durabilité des réalisations dans la majorité des projets. A cela vient s'ajouter un degré élevé d'organisation des communautés, qui favorise la réalisation d'objectifs communs et l'accroissement de la capacité productive, malgré les difficultés qui tiennent au relief tourmenté du pays.



- Le programme de mise en valeur de microbassins a été l'activité de développement mise en œuvre par le PAM la plus fructueuse pour ce qui est de la création d'actifs durables, et il présente un beau potentiel pour l'avenir.
- Le programme de micro-entreprises a identifié des débouchés commerciaux potentiels pour écouler les produits des micro-entreprises bénéficiaires.
- L'approche intégrée adoptée pour les activités, qui s'étendent du développement humain à l'alimentation scolaire et à l'éducation des enfants, en passant par les activités agricoles, la restauration des sols et leur bonne utilisation, le reboisement et les infrastructures routières, permet d'atteindre à l'autodépendance à moyen et à long terme.
- Les centres d'enseignement préscolaire connus sous le nom de *Wawa Wasi*, coordonnés par le PROMUDEH, semblent être bien structurés. En améliorant l'état sanitaire et nutritionnel des enfants, ils contribuent à améliorer leurs capacités d'apprentissage, leur vie sociale et leur respect de soi. En outre, ils permettent aux mères, qui pour la plupart sont les seuls soutiens de leur famille, de travailler au dehors pour améliorer leurs conditions de vie et mieux pouvoir s'occuper de leurs enfants. Cette activité doit donc être suivie de près.
- Le ciblage adéquat des populations les plus nécessiteuses a entraîné une baisse substantielle des migrations masculines, ce qui renforce les moyens des ménages et de la société dans son ensemble.
- Le professionnalisme du personnel du PRONOMACHS, du PRONAA et du PROMUDEH contribue à l'obtention de résultats positifs.

Points faibles

- La coordination entre les organismes des Nations Unies n'est pas assez étroite.
- Quelques micro-entreprises ne manifestent pas une grande capacité d'autodépendance, alors que d'autres semblent dépendre étroitement de leurs rapports directs avec l'Etat pour la vente de leurs produits.
- L'approche pratiquée dans les centres d'enseignement préscolaire n'accorde pas assez d'importance à la participation des mères (ou, au besoin, des pères) pour donner plus de cohésion à la famille et impartir des connaissances sur la façon d'améliorer la condition des enfants dans le ménage, ainsi que leur état nutritionnel.
- Il n'est pas assuré que le partage des coûts des centres d'enseignement préscolaire dans les communautés soit juste et équilibré, et tienne compte de la capacité contributive de chaque ménage.
- La production agricole dépend de facteurs climatiques qui font que, si les conditions sont mauvaises, les communautés deviennent vulnérables à l'insécurité alimentaire.
- Le programme de prêts a emporté un succès relatif. Bien qu'il ait apporté une amélioration significative de la capacité d'organisation des femmes, ses objectifs auraient pu être atteints par d'autres moyens.
- Les perspectives d'écoulement commercial de la production des micro-entreprises, en particulier des objets d'artisanat, sont minimales avec les dispositions actuelles, ce qui limite la durabilité du programme.
- L'utilisation de variétés locales bride les rendements agricoles.



Possibilités futures

- L'engagement des autorités nationales, la capacité d'organisation et l'autorité des femmes et le niveau de participation des communautés bénéficiaires, y compris des enfants, pourraient déterminer des avancées significatives, ce qui est un indicateur de durabilité à moyen et à long terme.
- Les progrès qui peuvent résulter d'une formation agricole plus poussée pourraient associer une amélioration des méthodes de récolte, la restauration des sols et le reboisement, qui déboucheraient à leur tour sur une amélioration des conditions de vie et sur un renforcement des disponibilités alimentaires (potentiel élevé d'élargissement et de durabilité).
- La future intégration de la production végétale et animale dans les communautés qui ont besoin de diversifier leurs activités et leur régime alimentaire permettrait, à moyen et à long terme, de commercer avec les communautés voisines. En outre, cela donnerait aux projets une meilleure durabilité.
- L'approche intégrée du développement humain et les capacités d'initiative des femmes, ainsi que leurs talents d'organisation, sont un avantage durable qui conduira à une participation plus active et mieux organisée des communautés, qui en soi peut être porteuse d'un développement et d'une sécurité alimentaire durables.

Obstacles

- Le faible niveau d'éducation et de formation ralentit les progrès.
- Il est difficile de prévoir l'autonomie prochaine ou même éloignée du programme de centres d'enseignement préscolaire (*Wawa Wasi*), à moins que les contributions aux coûts ne soient rationalisées.
- L'absence d'une autorité ayant l'expérience de la promotion et du renforcement des petites et moyennes entreprises au moyen de prêts et de services de commercialisation des produits limite le potentiel des micro-entreprises appuyées par le PAM, mais une initiative nationale visant à corriger cette lacune a déjà été lancée.
- Le manque de coopération avec d'autres institutions des Nations Unies, en particulier avec la FAO, limite le potentiel de certains projets.

Observations

- La mission a acquis une vision plus claire de la façon dont le PAM gère les micro-entreprises.
- L'administration de prêts ne fait pas partie des attributions du PAM.
- Les projets de développement ont des objectifs clairs: organisation, rôle des femmes, aide aux enfants, éducation et formation, et sécurité alimentaire, entre autres.
- A titre de remarque générale, la mission a noté qu'il serait judicieux que les bureaux locaux du PAM se livrent à un dialogue ouvert avec les membres des missions au sujet des défis que doivent relever les programmes en cours.

Recommandations

- Le PAM devrait poursuivre son appui au Pérou.



- La coopération et la coordination entre les organismes internationaux actifs sur le terrain devraient être renforcées. Un partenariat plus actif avec l'UNICEF pour venir en aide aux enfants serait judicieux.
- La coopération entre le PAM et la FAO pour ce qui est de l'analyse de la vulnérabilité devrait être renforcée.
- Dans les domaines de l'éducation et de la formation, une collaboration plus active avec les organismes spécialisés, comme avec les ONG exerçant des fonctions parallèles dans le pays, serait souhaitable et salutaire; il conviendrait en particulier de renforcer les liens avec le Ministère de l'éducation.
- Il est vivement recommandé que les autorités établissent un organisme public chargé de gérer les prêts et de promouvoir la vente des produits fabriqués par les micro-entreprises pour leur permettre d'accéder à la durabilité à long terme.
- En ce qui concerne les centres d'enseignement préscolaire (*Wawa Wasi*), il est recommandé que l'âge des enfants bénéficiaires soit relevé à cinq ans, et que le gouvernement prévoie une plus grande participation des communautés bénéficiaires au fonctionnement de ces centres pour équilibrer le partage des coûts.
- Dans le cadre du programme de mise en valeur des microbassins, des mesures devraient être élaborées pour permettre la promotion et la création d'actifs par et pour les femmes.
- Autant que possible, le gouvernement devrait mettre en place un programme parallèle pour appuyer les activités de terrain, en recrutant des étudiants de diverses disciplines en qualité de stagiaires exerçant des missions de conseil technique.
- L'alimentation scolaire des élèves de maternelle et du primaire est un élément important et essentiel du programme de développement du PAM au Pérou; elle devrait donc être poursuivie.
- Le Pérou devrait être pris en compte quand sera mise en œuvre la nouvelle Initiative en faveur de l'alimentation scolaire.

BOLIVIE

8. L'aide du PAM à la Bolivie—qui a été complémentaire des actions menées par le gouvernement—s'est concentrée principalement sur le développement humain (santé, groupes vulnérables et éducation), sur le secteur productif (développement agricole, élevage et production laitière), et sur les infrastructures rurales.
9. Le programme de pays pour la Bolivie (1997–2002) comporte trois activités fondamentales et deux activités complémentaires, qui se répartissent entre trois secteurs: développement rural participatif intégré dans les zones déprimées, santé et assainissement pour faire reculer la maladie de Chagas, et éducation pour les enfants du primaire et d'âge préscolaire.
10. La mission a rencontré S.E. le Président de la République de Bolivie et le Chancelier de la République de Bolivie. Ses membres ont aussi eu des entretiens liminaires et une réunion de synthèse avec les autorités nationales de contrepartie ci-après: Ministre de la Présidence, Ministre du développement rural, de l'agriculture et de l'élevage, Ministre de l'éducation, Ministre du logement, et Ministre de la santé.
11. La mission s'est rendue sur les sites des activités et des projets ci-après:



- a) Huari Huari Central et Huari Huari Palca, activité fondamentale 01, “Développement rural participatif intégré dans les zones déprimées” (dans Huari Huari Central: vivres-contre-travail—reboisement, entretien et construction de routes—et vivres pour formation; et dans Huari Huari Palca: vivres-contre-travail—construction de routes, reboisement, construction de bergeries, de canaux d’irrigation et d’enclos pour ovins);
 - b) Yurajyacku, activité fondamentale 03, “Développement intégré pour les enfants âgés de moins de six ans dans les zones déprimées” (Centre PAN: programme de développement intégré pour les filles et les garçons de moins de six ans);
 - c) en tant qu’exemple de projet durable, ancien projet 2578.00, “Promotion de modules de laiterie”, et activité fondamentale 01, “Développement rural participatif intégré dans les zones déprimées” (module de laiterie, activités agricoles et vivres-contre-travail: restauration de terres);
 - d) dans la communauté de La Mendoza, activité fondamentale 01: “Développement rural participatif intégré dans les zones déprimées” (projet 3866.00); activité fondamentale 02, “Aide aux soins de santé primaires dans les zones touchées par la maladie de Chagas” (projet 2801.02); activité fondamentale 03, “Développement intégré pour les enfants âgés de moins de six ans dans les zones déprimées” (projet 2735.03).
12. Au cours des réunions tenues avec diverses autorités, tout comme au cours des visites sur les sites de projets, le dialogue a été franc et attentif. Les autorités ont manifesté leur vif intérêt et leur engagement profond en faveur de l’action du PAM et de celles d’autres organismes des Nations Unies à l’œuvre pour favoriser le développement et améliorer la sécurité alimentaire dans le pays.
13. Les impressions ci-après se sont dégagées à l’issue des visites de la délégation aux différentes activités:

Points forts

- Le personnel du bureau de pays a manifesté un degré élevé de préparation (organisation et présentation).
- La coordination est bonne à tous les niveaux.
- Les autorités gouvernementales et les communautés manifestent un engagement résolu, facteur essentiel pour la durabilité des projets à moyen et à long terme.
- Une approche participative est pratiquée pour déterminer les objectifs, et choisir les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.
- On constate un niveau élevé d’organisation des communautés, qui facilite la réalisation des objectifs communs et l’accroissement des capacités de production. Cela est particulièrement vrai dans le cas des activités d’élevage et des activités agricoles, pour lesquelles la mission a noté la création impressionnante d’actifs grâce à la restauration des sols.
- La participation active des femmes a été un élément essentiel et déterminant de réussite, qui contribue à renforcer leur respect de soi et leurs capacités d’initiative. Cette affirmation de soi a des effets positifs à moyen et à long terme sur le développement des communautés.
- L’approche intégrée des activités (qui sont axées sur le développement humain, l’alimentation scolaire et l’éducation, la production agricole et l’élevage, les systèmes d’approvisionnement en eau, les réseaux d’irrigation, la restauration et la conservation des sols, le reboisement, la création et l’entretien des infrastructures routières et



l'amélioration du logement) permet à celles-ci de perdurer une fois que l'aide du PAM s'est achevée; ce résultat apparaît déjà dans les programmes en cours.

- Le programme d'alimentation scolaire pour les filles et les garçons, coordonné par le Programme de développement intégré pour les filles et les garçons de moins de six ans, est bien structuré et permet des améliorations significatives des capacités d'apprentissage, de sociabilité et d'estime de soi des enfants, ainsi que de leur état sanitaire et nutritionnel. Ce programme devrait donc être suivi de près.
- La participation des parents et de la communauté à la mise en place et au fonctionnement des centres d'enseignement préscolaire est essentielle pour l'éducation et la participation de la famille. En outre, elle permet d'améliorer la façon dont les enfants sont traités à la maison et la connaissance que peuvent avoir les parents des régimes alimentaires de plus grande qualité, plus sains et plus équilibrés, garantissant un bon état nutritionnel.
- Le professionnalisme du personnel du Programme de développement rural participatif intégré (DRIPAD), l'institution gouvernementale partenaire du PAM pour les opérations de terrain, contribue à l'obtention de résultats positifs.
- Le bon ciblage des populations les plus nécessiteuses a provoqué une baisse substantielle des migrations masculines, qui renforce à son tour les moyens des ménages et de la société dans son ensemble.
- L'amélioration du logement, s'ajoutant aux activités d'éducation et de formation des adultes, conduit à de meilleures habitudes d'hygiène. Cela contribue à améliorer l'état de santé (recul de la maladie de Chagas) et l'espérance de vie des bénéficiaires.

Points faibles

- Bien que la coordination entre les organismes internationaux présente des aspects positifs, elle n'est pas encore suffisante.
- La problématique hommes-femmes est bien prise en compte dans les activités du PAM, mais elle n'est pas assez vigoureusement poursuivie ou bien ne reçoit pas un rang suffisant de priorité de la part des autorités nationales.
- L'exploitation de ressources minérales sans politique appropriée de protection de l'environnement a provoqué des pollutions graves de l'eau; l'eau potable est donc rare dans tout le pays. Les principales sources d'approvisionnement en eau sont principalement situées dans les zones montagneuses les plus élevées, et l'accès en est compliqué et très coûteux.
- Dans certains centres du PAN, il semble que le ciblage est trop diffus, car tous les enfants sont admis. Par ailleurs, il n'est pas certain que les modalités de partage des coûts avec les communautés soient justes et équilibrées et tiennent compte de la capacité contributive des ménages.
- Certaines activités, comme celles qui sont menées dans le Huari Huari Central et le Huari Huari Palca, ne visent pas pour l'instant les enfants, bien que ceux-ci soient un des groupes cibles visés dans les cinq objectifs prioritaires de la politique visant à favoriser le développement.
- Le PAN n'a pas été en mesure de clore les prêts de la Banque mondiale et de la BID dans les délais envisagés, les communautés, dans le contexte actuel de décentralisation politique et financière, n'ayant pas distribué les contributions gouvernementales additionnelles pour compenser la réduction des financements de la Banque mondiale.



- L'amélioration et la conservation des sols ne sont pas suffisantes; ce facteur est aggravé par une connaissance insuffisante des techniques de production et par l'insuffisance de la formation à la vulgarisation agricole. Ce facteur limite le potentiel à long terme des communautés. En outre, l'utilisation de variétés locales bride les rendements agricoles.
- Dans certaines communautés l'intégration de la production végétale et de l'élevage est faible, malgré de bonnes possibilités de parvenir à l'autosuffisance alimentaire et d'établir des relations commerciales avec les communautés voisines.

Possibilités futures

- L'engagement des autorités nationales et des communautés bénéficiaires pourrait se traduire par des progrès substantiels et assurer la durabilité des programmes à moyen et à long terme.
- Les routes construites amélioreront les communications et l'accès aux marchés, ce qui permettra de diversifier les régimes alimentaires.
- La formation à la production agricole et à l'élevage déterminera une amélioration des pratiques de récolte, un accroissement des superficies restaurées, la diversification des cultures, et une amélioration des pratiques d'élevage des diverses espèces, ce qui devrait entraîner un saut quantitatif et qualitatif de la production vivrière (fort potentiel d'élargissement et de durabilité).
- L'approche intégrée du développement humain conduira à une participation plus active et mieux organisée des femmes, des hommes et des enfants au développement de leurs communautés, facteur de développement et de sécurité alimentaire durables.
- La connaissance et la pratique des principes bien compris d'assainissement et d'amélioration de l'habitat contribueront à prévenir et à faire reculer des pathologies comme la maladie de Chagas, avec des effets propices au développement et à l'allongement de l'espérance de vie.
- Les capacités d'organisation et d'initiative des femmes sont un avantage durable.
- L'aide alimentaire contribue à accroître la cohésion des familles et à réduire les migrations.

Obstacles

- Application insuffisante des politiques visant à améliorer l'environnement et à mettre en valeur des ressources naturelles importantes comme l'eau.
- Faible niveau d'éducation et de formation, qui freine les progrès.
- Difficulté de prévoir à court terme quel pourra être le degré d'autodépendance du PAN.
- Les bas revenus et le manque d'instruction des parents rendent difficile de maintenir les apports nutritionnels que reçoivent les enfants au cours des mois où les centres du PAN sont fermés.
- Le bas prix du lait sur le marché limite le revenu des producteurs et les empêche d'acheter d'autres marchandises qui les aideraient dans le processus de développement; toutefois, le fait que les bénéficiaires consomment du lait et des produits laitiers est un avantage, en particulier pour ce qui est de l'état nutritionnel des enfants.



Observations

- Bien que l'administration de prêts ne compte pas parmi les attributions du PAM, les fonds utilisés à cet effet appartiennent au Programme; c'est pourquoi, dans le cadre de l'accord en vigueur, leur bonne utilisation doit continuer d'être suivie.
- La petite enfance n'est pas ciblée dans tous les cas.
- Bien que les activités d'amélioration de l'habitat aient eu des effets positifs sur les conditions de vie et l'état de santé des communautés touchées par la maladie de Chagas, on peut nourrir des doutes sur la compatibilité de ces activités avec la politique visant à favoriser le développement, et la Division des stratégies et des politiques du Secrétariat devrait donner des éclaircissements à ce sujet.

Recommandations

- Le PAM devrait continuer d'appuyer la Bolivie.
- Le prochain programme de pays devrait envisager un élargissement des activités actuellement mises en œuvre à La Mendoza pour inclure la promotion des activités agricoles et de l'élevage, et dans le Huari Huari Central et le Huari Huari Palca pour inclure le PAN.
- La coopération et la coordination avec les organismes internationaux présents sur le terrain, en particulier avec la FAO, devraient être renforcées.
- Cette coordination devrait particulièrement mettre l'accent sur l'ACV, pour faire en sorte que les données SICIIV et ACV soient pleinement compatibles.
- Le gouvernement devrait institutionnaliser le DRIPAD et le PAN en vue de leur donner la continuité et d'éviter la perte de personnel qualifié et expérimenté lors des changements de gouvernement, car cela ralentit les progrès.
- La législation environnementale devrait être mise en œuvre et respectée pour améliorer la qualité des ressources naturelles et donner un plus grand impact et une plus grande viabilité aux activités de développement des communautés les plus pauvres et les plus défavorisées.
- En ce qui concerne les modules laiterie, une fois le projet terminé, il est recommandé que le PAM poursuive la formation technique des bénéficiaires et appuie les transferts de technologie pour leur permettre d'élargir leurs connaissances et d'améliorer leurs activités de planification. En outre, il est recommandé de prévoir ce type d'activités pour d'autres communautés appuyées par le PAM qui manifestent un potentiel pour accueillir des projets analogues (par exemple celui de La Mendoza). Dans cette hypothèse, les autorités nationales et locales devront renforcer leur participation.
- Il est recommandé de veiller à la gestion intégrée des récoltes, au renforcement de la formation, à l'élargissement des projets de restauration des sols, et à la création d'infrastructures communautaires.
- Le gouvernement devrait envisager la possibilité d'établir un programme parallèle pour soutenir des activités de terrain, en recrutant des étudiants en qualité de stagiaires pour exercer des missions de conseil technique.
- Il serait judicieux d'entreprendre une étude détaillée et bien documentée des avantages comparatifs qu'acquière les enfants qui reçoivent une aide dans les centres du PAN par rapport à ceux qui n'en bénéficient pas, puisqu'il a été observé que l'aide alimentaire et éducative exerce une influence positive sur le développement et le comportement des enfants.



- Les centres du PAN devraient être conservés comme des éléments essentiels des projets, y compris dans le cadre d'un futur programme de pays. Toutefois une plus grande participation des bénéficiaires, en fonction de leurs capacités et de leur potentiel, devra être encouragée.
- La Bolivie devrait être prise en compte lors de la mise en œuvre de la nouvelle Initiative en faveur l'alimentation scolaire.



ANNEXE I

**VISITE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU PÉROU ET EN BOLIVIE
1er–12 novembre 2000**

LISTE DES PARTICIPANTS

- Liste A** **Egypte** (M. Mohamed Khalifa, Conseiller agricole)
Swaziland (M. Dickson Khumalo, Fonctionnaire agricole principal,
Ministère de l'agriculture et des coopératives)
- Liste B** **Pakistan** (M. Bashir Khan, Conseiller agricole)
- Liste C** **Cuba** (Mme Ana María Navarro Arrúe, Suppléant)
Mexique (Mme María De Los Angeles Arriola Aguirre, Conseiller)
- Liste D** **Espagne** (M. Ignacio Trueba Jainaga, Conseiller)
Allemagne (M. Ralph Matthias Mohs, Chef de division adjoint)
- Liste E** **Hongrie** (Mme Mariann Kóvacs, Conseiller)
- PAM** Susana Rico
Sous-Secrétaire du Conseil d'administration
-



ANNEXE II

**PROGRAMME DE LA VISITE DES MEMBRES DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION AU PÉROU
1er–6 novembre 2000**

Mercredi 1er novembre

Arrivée à Lima, aéroport Jorge Chávez
31/10/2000 17 h 30 LH538 (M. Mohs)
01/11/2000 18 h 30 IB6651
Transfert à l'hôtel Las Américas
(entre Larco et Benavides, Miraflores)
Téléphone: 444 7272, Télécopie: 444 1137

Jeudi 2 novembre

- 9 heures – 11 heures Réunion d'information avec le bureau du PAM au Pérou conduite par le Directeur régional du groupe sud-américain et des responsables nationaux de projets et des membres du personnel du bureau de pays, en la salle de réunion, 1er étage
Av. 28 de Julio 1045, Miraflores
Téléphone: 241.5447, Télécopie: 445.5936
- 12 h 30 Entrevue avec le Ministre des affaires étrangères, M. Fernando de Trazegnies Granda, Ucayali, 363, 2ème étage
- 13 heures Cocktail offert par le Ministère des affaires étrangères
- 14 h 30 Déjeuner de travail avec les représentants des organismes des Nations Unies et des organisations bilatérales (PNUD, FAO, OPS/OMS, UNICEF, FNUAP, USAID, ACDI, GTZ, Japon) offert par la mission permanente du Pérou auprès du PAM
Restaurant A Puerta Cerrada
Bolognesi 752, Barranco
- 17 heures Visite au Congrès du Pérou: entretien avec M. Manuel Vara Ochoa (membre du Congrès et ancien Président du PRONAA).
Salutations au Premier Vice-Président du Congrès,
Mme Luz Salgado.
- 19 h 30 Cocktail en l'honneur du Conseil d'administration—locaux du PAM.

Vendredi 3 novembre

- 8 h 45 Départ de l'hôtel Las Américas pour San Juan de Lurigancho
- 9 h 45 Visite aux transformateurs de pain de San Juan de Lurigancho, Boulangerie Rumayro, Manzana K-9, Lote 2, Communauté Esmeralda de los Andes, (mission accueillie par Mme Ana María Arana, Chef du PRONAA)
- 11 h 30 Rencontre avec le Ministre du PROMUDEH, Mme Luisa María Cuculiza, au *Wawa Wasi* de San Juan de Lurigancho; *Wawa Wasi*



	Comunal Grupo Cinco, Manz. E, Lote 4, Señor de los Milagros, Crus de Motupe
14 heures	Conférence de presse, Hôtel Las Américas
15 heures	Pachamanca (repas péruvien)—locaux du PAM
20 heures	Dîner (privé)

Samedi 4 novembre

9 heures	Départ pour Juliaca Vol: Aero Continente 1171, arrivée vers 11 h 15
11 h 30 – 12 h 45	Transfert vers la communauté d'Ipacuni, Province d'Azángaro
13 h 15 – 14 h 30	Visite des transformateurs / fabricants de Charqui et de Chalona, Virgen de Chapi, projet Pérou 2341.02
14 h 30 – 16 h 30	Transfert à Puno/Hôtel Sonesta—Posada del Inca Av. Sesquicentenario 610, Huaje Sector Téléphone: 054-364112/11, Télécopie: 054-363672
17 heures	Conférence de presse en présence du Directeur exécutif de PRONOMACHS, M. Carlos Torres et du Directeur du PRONAA, Mme Ana María Arana CTAR–PUNO
18 h 30 – 20 heures	Réunion avec le personnel de PRONAMACHS et de PRONAA au CTAR-PUNO. Réunion d'information sur l'exécution des projets par les deux établissements, projets Pérou 2341.02 et 5162.
20 h 30	Dîner à l'Hôtel Sonesta
Note:	Possibilité de participation à une manifestation publique à l'occasion du Jour de Puno.

Dimanche 5 novembre

8 heures – 9 h 30	Visite de l'île d'Uros (cérémonie Manco Cápac sur le lac Titicaca)
9 h 30 – 11 heures	Transfert vers la communauté d'Olla 2, Juli
11 heures – 13 heures	Visite de l'unité de production de Bartolina de Olla, consacrée à la broderie, communauté d'Olla 2, Juli, projet 2341.02.
13 h 30 – 14 heures	Rencontre au port de Juli avec les pêcheuses de la micro-entreprise Santa Rosa, projet 2341.02.
14 heures – 15 h 30	Déjeuner avec les pêcheuses à la Mairie de Juli
15 h 30 – 18 h 30	Transfert vers Puno
19 heures – 20 heures	Séance spéciale à la Mairie de Puno.
20 h 30	Dîner offert par PRONAA et PRONAMACHS à l'Hôtel Isla de Esteves



Lundi 6 novembre

- 8 heures – 9 heures Transfert vers le district de Zapatilla Baja, microbassin de Llave, district de Llave, Province de Collaa
- 9 heures – 11 heures Visite de la communauté de Suquinapi, projet Pérou 5162 (conservation des sols, pépinière sylvicoles) PRONOEI, rencontre avec des bénéficiaires
- 11 h 15 –14 heures Visite de la communauté Santa Maria
Entrepôt, pépinière forestière, travaux de conservation des sols. Concours scolaire de maquettes, projet Pérou 5162—Déjeuner avec des membres de cette communauté.
- 14 h 30 Transfert en autocar de Juli Plaza vers la frontière du Pérou avec la Bolivie



**PROGRAMME DE LA VISITE DES MEMBRES DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION EN BOLIVIE
6–12 novembre 2000**

Lundi 6 novembre

15 h 30	Arrivée à Kasani, frontière du Pérou avec la Bolivie
15 h 30	Formalités de douane
15 h 45 – 17 h 30	Kasani—Huatajata (Hôtel Inca Utama)
18 h 30 – 20 heures	Réunion d'information avec le bureau du PAM en Bolivie (et dîner de travail à 20 heures) (Réunion conduite par le représentant du PAM et les responsables nationaux du programme)

Mardi 7 novembre

8 h 30 – 10 h 30	Petit déjeuner et poursuite de la réunion d'information
10 h 30 – 11 h 30	Transfert de l'Hôtel Inca Utama vers le Ministère des affaires étrangères
12 heures – 12 h 45	Rencontre avec le Ministre des affaires étrangères, M. Javier Murillo de la Rocha
13 h 30 – 15 heures	Déjeuner à l'Hôtel Europa
15 h 30	Transfert vers le "Palais du Gouvernement bolivien"
16 heures – 18 heures	Réunion(s) avec les autorités nationales de contrepartie (Ministre de la Présidence, Ministre et Vice-Ministre du développement rural, de l'agriculture et de l'élevage, Ministre du logement, Ministre de la santé)
19 h 30 – 21 heures	Cocktail à l'Hôtel Europa

Mercredi 8 novembre

8 heures – 8 h 30	Petit déjeuner
8 h 45 – 9 h 45	Rencontre avec des représentants des Nations Unies: PNUD, FAO, OPS/OMS, ONUDI, UNICEF, ODCCP, UNESCO, FNUAP, BID
9 h 45 – 10 h 30	Conférence de presse au Palais du gouvernement
11 h 30 – 12 heures	Rencontre avec S.E. le Président de la République de la Bolivie, Gral. (r) Hugo Bánzer Suárez
12 heures – 12 h 45	Transfert du Palais présidentiel vers l'aéroport
13 heures – 14 h 15	Vol affrété La Paz—Potosí
14 h 15 – 14 h 45	Accueil à l'aéroport de Potosí par le représentant du Préfet de Potosí



14 h 45 – 15 h 15	Transfert de l'aéroport de Potosí vers la communauté de Huari Huari Central
15 h 15 – 16 heures	Visite de l'activité fondamentale 01 "Développement rural participatif intégré dans les zones déprimées" (vivres-contre-travail: reboisement, entretien et construction de routes; vivres pour formation)
16 heures – 16 h 15	Transfert de Huari Huari Central vers Huari Huari Palca
16 h 15 – 17 h 30	Visite de l'activité fondamentale 01 "Développement rural participatif intégré dans les zones déprimées" (vivres-contre-travail: construction de routes, reboisement, construction de bergeries, canaux d'irrigation et enclos sanitaire pour ovins)
17 h 30 – 20 heures	Transfert de Huari Huari Palca à la ville de Sucre
20 heures – 20 h 30	Enregistrement à l'Hôtel Capital Plaza
21 heures	Dîner

Jeudi 9 novembre

8 heures – 8 h 30	Petit déjeuner
9 heures – 9 h 30	Transfert de l'Hôtel Capital Plaza vers la communauté de Yurajyacku
9 h 30 – 10 h 30	Visite de l'activité fondamentale 03 "Développement intégré pour les enfants âgés de moins de six ans dans les zones déprimées" (Centre PAN: développement intégré pour les filles et les garçons de moins de six ans)
10 h 30 – 11 heures	Transfert de Yurajyacku à la Casa de la Libertad, à Sucre
11 heures – 12 heures	Visite de la Casa de la Libertad (lieu historique national, où la déclaration d'indépendance a été signée en 1825)
12 h 15 – 12 h 30	Transfert de la Casa de la Libertad au restaurant El Huerto
12 h 30 – 14 heures	Déjeuner au restaurant El Huerto (réunion d'information sur les activités de l'après-midi)
14 h 15 – 15 h 15	Transfert du restaurant El Hurto vers la communauté de Mojtulo
15 h 15 – 16 h 30	Visite de l'ancien projet 2578.00 "Promotion de modules de laiterie" et de l'activité fondamentale 01: "Développement rural participatif intégré dans les zones déprimées" (module de laiterie, activités agricoles; vivres-contre-travail: restauration des sols; exemple d'un projet durable)
16 h 45 – 17 h 15	Transfert de Mojtulo vers la communauté d'El Chaco
17 h 15 – 17 h 45	Visite de l'ancien projet 2578.00, "Promotion des modules de laiterie" (ramassage du lait)
17 h 45 – 18 h 45	Transfert d'El Chaco vers la ville de Sucre



20 h 30 Dîner au restaurant La Glorieta

Vendredi 10 novembre

8 heures – 8 h 30 Petit déjeuner

8 h 45 – 11 h 45 Transfert de l'Hôtel Capital Plaza vers la communauté de La Mendoza

11 h 45 – 14 h 15 Visite des activités du programme de pays pour la Bolivie. Activité fondamentale 01: "Développement rural participatif intégré dans les zones déprimées" (Bolivie 3866.00); activité fondamentale 02: "Aide aux soins de santé primaires dans les zones touchées par la maladie de Chagas" (Bolivie 2801.02); activité fondamentale 03: "Développement intégré pour les enfants de moins de six ans dans les zones déprimées" (Bolivie 2735.03)

14 h 30 – 15 h 30 Déjeuner

15 h 30 – 16 heures Visite de logements remis en état dans le cadre du projet Bolivie 2801.02

16 h 30 – 18 heures Transfert de La Mendoza vers Sucre

20 heures Dîner au restaurant Casa Rodriguez Calvo (invitation du Préfet de Chuquisaca, M. Marcelo Arana)

Samedi 11 novembre

7 h 30 – 8 h 30 Petit déjeuner et départ de l'hôtel

9 heures – 10 heures Visite

10 h 15 – 10 h 30 Transfert vers l'aéroport de Sucre

10 h 45 – 11 h 45 Vol Sucre—La Paz (affrété)

12 heures – 12 h 45 Transfert de l'aéroport El Alto vers l'Hôtel Europa

13 h 30 – 15 heures Déjeuner/réunion de synthèse avec le Ministre de l'agriculture, le Ministre de l'éducation et le Ministre de la santé

15 heures – 18 heures La Paz—Excursion en ville

Dimanche 12 novembre

Départ de la délégation

